

FACTEURS DETERMINANTS DU SOUS-FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU KONGO-CENTRAL¹.

DETERMINING FACTORS OF THE UNDERFUNDING OF EDUCATION IN KONGO-CENTRAL.

Gloire MANSESA KIAKUMBA

Enseignant chercheur à l'Université Kongo à Mbanza-Ngungu et à l'Institut Pédagogique de Matadi à Matadi (RDC)

Doctorant à l'Université de Kinshasa

Centre de Recherche et d'Etudes Prospectives (CREP) de Brazzaville

gloirena@gmail.com

Date de soumission : 20/07/2023

Date d'acceptation : 05/09/2023

Pour citer cet article :

MANSESA KIAKUMBA G. (2023) «FACTEURS DETERMINANTS DU SOUS-FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU KONGO-CENTRAL», Revue Internationale du Chercheur «Volume 4 : Numéro 3» pp : 949 – 975

¹ Cet article est tiré de notre thèse de doctorat (en préparation à l'Université de Kinshasa en RDC). Cette rédaction bénéficie du concours d'un comité scientifique composé de : Professeur Mvudi Matingu, Professeur Lututala Mumpasi Bernard et Professeur Bosonga Bofeki, tous de l'Université de Kinshasa. Nous leur témoignons notre reconnaissance. Les éventuelles erreurs qui pourraient glisser de cet article n'engage que son auteur.

Résumé

L'objectif de cette étude est d'analyser les sources de financement de l'éducation et de démontrer que l'éducation est sous financée dans le Kongo-Central. Pour atteindre cet objectif, nous avons fait recours aux données primaires, au moyen d'une enquête menée auprès de 402 ménages de la Province du Kongo-Central en République Démocratique du Congo. Le questionnaire utilisé pour la collecte des données a été principalement inspiré de l'enquête 1-2-3, de l'étude de Mansesa Kiakumba (2007) sur la problématique de l'épargne dans le Kongo-Central et de l'étude de Mansesa Kiakumba (2013) sur l'épargne et bien-être des ménages. Les données ainsi récoltées ont fait l'objet d'une analyse statistique. Le test de Khi-deux est utilisé pour mettre en évidence les déterminants du sous-financement de l'Education au Kongo-Central. Il ressort des analyses que les ménages n'investissent pas assez dans la formation de leurs enfants. Ce sont le sexe du chef de ménage, le revenu du ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage, la source principale de minerval, l'emprunt, le nombre des personnes exerçant une activité, le statut professionnel et l'épargne déterminent le sous-financement de l'éducation.

Mots clés : Sous-financement ; Education ; Emprunt ; Epargne ; Kongo-Central.

Abstract

The objective of this study is to analyze the sources of funding for education and to demonstrate that education is underfunded in Kongo-Central. To achieve this objective, we used primary data, through a survey of 402 households in the Kongo-Central Province in the Democratic Republic of Congo. The questionnaire used for data collection was mainly inspired by the 1-2-3 survey, the study by Mansesa Kiakumba (2007) on the issue of savings in Kongo-Central and the study by Mansesa Kiakumba (2013) on savings and household well-being. The data thus collected was subjected to statistical analysis. The Chi-square test is used to highlight the determinants of the underfunding of Education in Kongo-Central. The analyzes show that households do not invest enough in the education of their children. Gender of head of household, household income, level of education of head of household, main source of school fees, borrowing, number of people in employment, employment status and savings determine the underfunding of education.

Keywords : Underfunding; Education; Borrowing; Savings; Kongo-Central.

Introduction

Eradiquer la pauvreté et assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité sont deux objectifs du développement durable étroitement liés (UNESCO, 2017). Le progrès de l'éducation contribue à la lutte contre la pauvreté par l'accroissement du revenu, améliore la santé et la nutrition et réduit la taille de la famille (Rabii H., 2011). En effet, l'éducation permet aux individus d'augmenter leur productivité, leurs revenus et chance d'employabilité. Ainsi, le développement équitable de l'éducation aide à réduire les inégalités de revenu (UNESCO, 2017). Plus particulièrement, s'assurer que les gens ont achevé le cycle secondaire est une condition essentielle pour réduire ces inégalités, améliorer le revenu et réduire la pauvreté.

Certains auteurs comme Carcillo S., et al. 2017 indiquent que les chances d'être en emploi sont fortement liées aux qualifications. Pour ces auteurs, la cause première de non-emploi chez les jeunes est le déficit de qualifications et d'expériences professionnelles. Ils soutiennent que l'éducation est le meilleur antidote contre l'inactivité et le chômage, par conséquent un antidote contre la pauvreté.

Certes, l'éducation n'a pas toujours « le même niveau de rentabilité économique, et ses rendements sont réduits dans certains cas », en fonction principalement de sa qualité et de sa pertinence pour le marché du travail. Il faut donc assurer non seulement une offre d'éducation adéquate sur le plan quantitatif, mais aussi sur le plan qualitatif (Henaff N. et al., 2009).

Or, il est connu que la qualité a un prix. En effet, pour jouir du trésor caché de l'éducation, il faudrait que celle-ci soit financée (Ekembe S., 2019). Lewin K. (2016) indique que la République Démocratique du Congo est parmi les pays de l'Afrique Subsaharienne qui regorgent beaucoup d'enfants non scolarisés. Pour remédier cette faiblesse, l'article 43 de la constitution de la République Démocratique du Congo (RDC) prévoit la gratuité de l'enseignement de base dans les établissements publics, gratuité devenue effective depuis 2019. Il y a lieu de souligner, d'après l'enquête de Engula J. & Ngonzo R. (2022), que cette mesure quoique salubre dans certains domaines, a occasionné la sursaturation des écoles, ce qui réduit la motivation des enseignants, les matières à enseigner, et la qualité de l'enseignement. Il faut souligner également le fait que la plupart d'écoles ne disposent pas de manuels nécessaires pour assurer l'éducation de qualité. En effet, le gouvernement provincial du Kongo-Central, qui accompagne le gouvernement national en matière d'éducation primaire et secondaire n'alloue que 4,26%, en 2023, de son budget dans ce secteur alors que le standard veut que celle-ci soit de minimum 25% (Tshimbalanga J., 2023).

Dans cette perspective, les parents qui désirent améliorer la situation socioéconomique de leur ménage sont obligés de contribuer au financement de l'éducation de leurs enfants.

Dans cette condition, la problématique de la présente étude s'articule autour des questions suivantes :

- Les parents contribuent-ils significativement à l'éducation de leurs enfants ?
- Si non, quels sont les facteurs qui expliqueraient le sous-financement de l'éducation au Kongo-Central ?

Pour répondre aux questions posées ci-haut, nous supposons que :

- Les ménages n'investissent pas suffisamment dans la formation de leurs membres.
- La modicité du revenu, le faible niveau d'instruction du chef des ménages, le manque d'épargne ainsi que la profession du chef de ménage expliqueraient le sous-financement de l'éducation de leurs enfants.

L'objectif poursuivi dans cet article est d'analyser les sources de financement de l'éducation et démontrer que l'éducation est sous financée dans le Kongo-Central.

Au plan méthodologique, cet article utilise les données primaires issues d'une enquête de terrain par questionnaire auprès des 402 ménages de la Province du Kongo-Central. Le tirage de cet échantillon est fait de manière aléatoire. Les données ainsi collectées ont fait l'objet d'une analyse statistique descriptive univariée et bivariée. L'analyse bivariée utilise le test de Khi-deux.

Hormis l'introduction et la conclusion, la structure de cet article se présente ainsi : la première partie présente la revue de la littérature sur l'éducation ; la deuxième présente la méthodologie et la dernière met en évidence les déterminants du sous-financement de l'éducation au Kongo-Central.

1. Revue de la littérature

1.1. Education et développement socio-économique

L'éducation est un droit fondamental et le socle du progrès dans tous les pays. Les pays prospères sont tributaires d'une main-d'œuvre qualifiée et instruite (Makengo F., 2022). L'éducation est en effet une force qui fait des citoyens épanouis et intégrés et construit des sociétés plus cohésives et participatives (Unesco 2002). La théorie du capital humain développée par Schultz (1961, 1971) et Becker (1975) stipule que l'éducation et la formation

contribuent à la formation d'un actif, le capital humain ou les capacités productives de la main d'œuvre, de même que l'investissement en technologie de pointe permet d'augmenter la productivité du capital physique (Balma L., & al. 2008). Cela signifie, d'un point de vue purement économique, qu'il peut être plus profitable pour les ménages et pour la nation d'investir des ressources en formation et en éducation qu'à l'achat d'actifs physiques (Woodhall, 1987).

Plusieurs études démontrent les avantages de l'éducation pour les individus et la nation toute entière. En effet, l'éducation dote à l'individu des connaissances et des compétences qui augmentent leur productivité et diminue leur vulnérabilité face au risque. Le rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'Institut de Statistique de l'Unesco (2017) présente les éléments ci-après :

- Les jeunes sont quatre fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les enfants, et deux fois plus que les adolescents ;
- Le taux de non scolarisation élevé des cohortes plus âgées peuvent s'expliquer par la pauvreté et diverses autres raisons. Le taux de non scolarisation du primaire s'élève à 19% dans les pays à revenu faible et de 3% dans les pays à revenu élevé, au niveau du premier cycle du secondaire ce taux est 38% dans les pays à revenu faible et de 2% dans les pays à revenu élevé. Pour ce qui concerne le second cycle du secondaire ce taux est de 62% contre 7% ;
- Le niveau de pauvreté impacte négativement sur l'éducation, notamment sur les disparités entre le sexe. Dans les pays à faible revenu les filles sont plus susceptibles de ne pas être scolarisées que les garçons ;
- Sur 62% d'adolescents inscrits, seuls 27% ont achevé le premier cycle du secondaire pendant la période de 2008-2014 ;
- Atteindre l'enseignement primaire et secondaire universel aiderait à sortir de la pauvreté plus de 420 millions de personnes et réduirait le nombre de pauvres dans le monde de moitié.
- Plusieurs enfants, adolescents et jeunes non scolarisés pour de multiples raisons liées à leur condition de vie, leurs contraintes financières et aux difficultés sociales.

Les estimations quantitatives menées par Harman et al. 2003 et Psacharopoulos et Patrinos 2004 confirment qu'au niveau individuel, l'année d'éducation supplémentaire présente en moyenne un rendement très élevé compris entre 6% et 10% (Arestoff F. et Sgard J., 2012). Montenegro

et Patrinos (2013) estiment qu'une année d'étude augmente les revenus du salaire de 10% en Afrique Subsaharienne. Dans cette même perspective, Gary Becker (1964) affirme que le choix ainsi que le niveau d'investissement éducatif d'une personne sont déterminés par l'anticipation des gains futurs qu'il peut gagner en termes des revenus. C'est grâce à l'éducation que les employés sont devenus capitalistes sur le marché du travail (Arestoff F. et Sgard J., 2012).

Mincer (1958) précise que la différence de salaires entre individu et travailleurs s'explique par l'écart de niveau de formation entre ces derniers (Rabii H., 2011). Ainsi, une bonne éducation et formation garantissent un bon revenu et une place distinguée au sein de la société. En effet, les différences de niveau et de la qualité d'éducation dans le présent, sont essentiels dans l'explication des différences de niveau des revenus et de la qualité de vie des individus dans le futur (Rabii H., 2011).

Berthélemy & Arestoff (2003) trouvent une relation entre le niveau moyen et l'inégalité d'éducation, puisqu'un faible moyen d'éducation va de pair avec une plus grande inégalité.

Pour Bernhabib et Speigel (1994) cité par Aghion et Cohen (2004) l'éducation favorise l'adoption de nouvelles technologies et par là la croissance économique. L'impact de l'éducation serait plus fort dans la situation d'un pays en développement qui doit développer le système éducatif pour imiter la technologie innovante des pays développés. Aghion et Howit (1992) donnent à l'innovation un rôle crucial dans la croissance économique, et celle liée à la part de la main d'œuvre utilisée dans la recherche (Rabii H., 2011).

1.2. Qualité de l'éducation

Psacharopoulos définit une éducation de qualité comme celle qui minimise l'échec scolaire et permet à l'individu de s'insérer de manière harmonieuse dans son milieu tout en restant ouvert aux autres et de s'adapter aux transformations de son environnement (Ekembe S., 2019). Ekembe (2019) met en évidence les composantes ci-après de la qualité de l'éducation :

- Perspectives économiques : la qualité de l'éducation est la pertinence de l'output à répondre au besoin des diplômés dans différents secteurs de main d'œuvre ;
- Perspectives sociologiques : la qualité de l'éducation est l'étendue dans laquelle les institutions parviennent à l'objectif de réaliser une grande mobilité sociale ;

- Perspectives pédagogiques : ici la qualité est la richesse de processus « instruction-formation » et des compétences des diplômés à résoudre des problèmes et à penser de manière critique.

En résumé, en termes d'inputs, la qualité de l'éducation est déterminée par la qualité du corps enseignant, l'environnement de l'institution, les facilités et l'environnement de recherche. En termes d'output, la qualité est déterminée par l'emploi, la recherche, le service communautaire et l'équipement.

L'éducation est un facteur essentiel de la qualité de vie. Le manque d'éducation et le fait d'être privé des connaissances et compétences qu'elle permet d'acquérir font partie des causes de la pauvreté. Ainsi, pour les ménages, une éducation et une formation de qualité des enfants constituent la meilleure assurance d'accéder à un emploi stable et correctement rémunéré (Makengo Mbambalu, 2022).

Dans son diagnostic du système éducatif de la RDC à travers les indicateurs à différents niveaux d'enseignements Nkongo Niumba (2019) affirme que l'enseignement national est en baisse de la qualité à tous les niveaux. Il s'appuie aux éléments suivants : La mauvaise qualité des infrastructures scolaires ; Le taux d'abandon scolaire élevé ; La difficulté d'apprentissage faites de matériels didactiques et pédagogiques ainsi que la langue d'apprentissage ; La précarité des conditions de travail, ce qui entraîne la corruption, la mendicité des enseignants ; La sous-qualification des enseignants ; La présence des classes pléthoriques ; La négligence des parents en termes de contrôle des devoirs des enfants ce, à cause de la recherche de la survie du fait de la pauvreté et Le taux élevé de diplôme d'Etat de faible qualité. Il conclue que le taux moyen national de réussite diminue avec la baisse de la qualité du niveau de l'enseignement.

Pour décrire l'état du système éducatif, Martin Ekwa, cité par Mulyumba wa Mamba (2003), a retenu deux indicateurs à savoir :

- Evolution de la population : Une évolution rapide, de 3,2% par an, a des incidences sur la scolarité, c'est-à-dire l'accroissement rapide de la population conduit, en termes quantitatifs, à des proportions plus importantes de la population scolarisable. Ce qui pose le problème de l'offre équivalente en éducation à savoir le nombre d'écoles nécessaires, le personnel enseignant voulu, les ressources financières correspondantes,

- Taux de scolarisation : une régression observée liée à la contrainte de faible niveau de revenu et de la faiblesse des infrastructures scolaires.

Sika Glebelho et Kacou Amorin (2018) analysent les principaux facteurs à l'origine de l'exclusion scolaire. Ils distinguent deux types de causes : externes et internes. Parmi les causes externes il y a :

- Le manque de perspectives qu'offre l'école. La faible valorisation de l'école est l'une des causes de la non scolarisation ou de l'abandon scolaire des enfants. En effet, lorsque les aînés sortent diplômés du système éducatif et qu'ils ne trouvent pas d'emplois, les parents démotivés peuvent encourager les plus jeunes à quitter l'école plus tôt pour une mise au travail généralement dans le secteur informel ;
- La pauvreté : la pauvreté est la principale cause des enfants en dehors du système éducatif.

Pour ce qui concerne les causes internes, les auteurs mettent en évidence les facteurs ci-après :

- L'insuffisance de l'offre scolaire. Ceci traduit l'incapacité d'accueil en termes d'infrastructures et d'enseignants. Ceci pousse les parents à se tourner vers les écoles privées pour ceux qui ont des moyens et détourner les enfants de ceux dont le revenu est faible du système éducatif ;
- Le redoublement : le redoublement consomme les ressources car il oblige les parents à payer plus d'une fois le même frais, ce qui est hautement démobilisateur pour les parents les plus pauvres.
- Exclusion : certaines écoles n'acceptent pas les élèves dont les résultats sont en dessous d'un seuil, généralement 40%, ce qui occasionne l'abandon scolaire.

Dans une étude sur l'abandon scolaire en milieu rural marocain, Khalid Gueddari (2015) met en évidence la pauvreté, le redoublement, les effets de culture liés au genre, la qualité des écoles et d'apprentissage, le travail des enfants, les coûts d'opportunité, l'alphabétisation des parents comme facteurs déterminants l'abandon scolaire en milieu rural.

Diagne (2007) trouve qu'au Sénégal les filles décrochent plus que les garçons en raison des tâches ménagères et aussi de la perception des ménages de la scolarité des filles. Elle considère que les filles sont victimes des arbitrages que font les ménages en matière d'éducation des

enfants. Ce résultat diverge avec celui de Sabates et al. (2010) cité par Guédarri. Selon ces auteurs les filles ne décrochent pas plus que les garçons.

Pour Lourdes Diaz, Didier Plat et Pascal Pochet (2010) soulèvent le problème lié aux coûts trop élevés, la faible qualité de l'enseignement et la dégradation du retour à l'investissement due à la réduction des opportunités d'emplois salariés dissuadent nombre des ménages de scolariser leurs enfants notamment les filles. Un autre déterminant de l'abandon scolaire est le lien de parenté avec le chef de ménage. En effet, les enfants dont le lien de parenté n'est pas direct sont défavorisés pour l'accès à l'école.

Il ressort de ces écrits que la pauvreté des ménages serait le facteur dominant dans le décrochage ou l'abandon scolaire. Améliorer cette situation équivaut à accroître le financement dans ce secteur. Bien que l'éducation de base soit gratuite, la contribution des parents serait également importante. En effet, plusieurs écoles sont dépourvues des matériels didactiques et pédagogiques. Ce qui nous conduit de parler du financement de l'éducation.

1.3. Financement de l'éducation

1.3.1. Financement de l'éducation dans la perspective libérale

Suivant cette approche, le concept « Education » se réfère surtout à la notion d'acquisition des connaissances. Ils identifient trois grandes catégories d'éducation que sont : Education officielle ; Education non officielle et Education marginale.

Dans la conception de Smith, l'éducation formelle devrait essentiellement préoccuper ses bénéficiaires et exceptionnellement faire intervenir la puissance publique. Pour lui, l'éducation est rentable pour ceux qui la demandent et le fonctionnement de l'école devrait reposer sur un financement privé. Reconnaissant que l'éducation comporte des coûts et des avantages financiers, Smith estime qu'il est utile que le gouvernement se préoccupe de l'enseignement en aidant financièrement les écoles privées dont le fonctionnement normal doit-être pris en charge par ceux qui en bénéficient et non en mettant sur pied un système d'éducation publique. Ainsi, pour l'école libérale, l'éducation est un bien marchand. Ne peut la consommer que celui qui a les ressources nécessaires (seuls ceux qui sont disposés à l'acquérir peuvent participer à son financement).

1.3.2. Financement de l'éducation en tant que bien public.

Un bien public est caractérisé par deux principes : le principe de non rivalité et celui de non exclusion de sa consommation (Dzaka, 2009). Suivant cette approche, l'éducation de base est un bien public et doit-être financée par l'impôt. C'est ainsi que l'Etat participe dans le financement de l'éducation au travers de la gratuite de l'enseignement, ce qui permet de dégager des externalités positives (Salem. D., 2022). L'externalité qui découle de l'éducation peut justifier l'implication de la collectivité dans son financement. Les autres formes d'éducation (secondaires et universitaires) peuvent être financées par le prix ou d'autres formes des taxes liées à leur consommation selon le statut de l'institution au sein de laquelle elles sont dispensées.

Lorsque l'on considère l'éducation comme un bien public mondial, les aspects de financement de l'éducation deviennent encore délicats. Dans ce cas, le financement de l'éducation devient une préoccupation des individus, des organismes locaux, des instances nationales voire des organismes internationaux.

D'après Nkongo L. (2019), le sous-financement du secteur de l'éducation entraîne les conséquences suivantes : Le déficit des enseignants qualifiés ; La prime de motivations des enseignants payée par les parents d'élèves ; Mauvaise condition de travail et La vente obligatoire des notes scolaires. Viktor Soltés (2019) trouve que le sous-financement de l'éducation impacte négativement les résultats scolaires des élèves.

Dans cette logique de co-financement de l'éducation, les enseignants et les directeurs d'écoles s'adonnent plus à des activités de comptabilité qu'aux activités pédagogiques ; les élèves insolubles se voient régulièrement privés des enseignements.

1.4. Hypothèses

Nous supposons que :

H1. Les ménages n'investissent pas suffisamment dans la formation de leurs membres.

H2. La modicité du revenu, le faible niveau d'instruction du chef de ménage, le manque d'épargne ainsi que la profession du chef de ménage expliqueraient le sous-financement de l'éducation de leurs enfants.

1.5. Variables de l'étude

1.5.1. Variable dépendante

Le financement de l'éducation est la variable dépendante. Au regard du questionnaire utilisé pour la collecte des données, cette variable a été générée à partir des questions 302 à 310². Ces questions concernent les dépenses des ménages pour l'achat des fournitures scolaires, le paiement de minerval, l'achat des livres, le transport des enfants pour aller à l'école, les tableaux pour la répétition des enfants, la présence des répétiteurs, la participation des enfants à des colonies scolaires et des conférences.

Une échelle des valeurs a été générée en tenant compte des scores atteints par les ménages. Sur une échelle de 0 à 9, nous supposons que l'éducation des enfants est bien financée si le ménage atteint un score de minimum 5 sur 9.

Cette variable est binaire et prend la valeur de :

1 si le score est de minimum 5 (c'est-à-dire l'éducation est bien financée) et 0 dans le cas contraire.

1.5.2. Variables indépendantes

- ❖ **Le sexe du chef de ménage** : cette variable peut influencer la décision du ménage à envoyer ses enfants à l'école. Un ménage monoparental dirigé par une femme, peut dans une certaine mesure avoir des difficultés à scolariser ses enfants ;
- ❖ **L'âge du chef de ménage** : cette variable peut avoir de l'incidence sur le financement de l'éducation. Dans la perspective de la théorie du cycle de vie, il y a lieu de supposer que plus l'âge avance, plus le chef de ménage a de revenu pour financer la scolarité de ses enfants.
- ❖ **Le niveau d'instruction du chef de ménage** : toutes choses restants égales par ailleurs, un chef de ménage instruit déploiera des efforts pour voir ses enfants être scolarisés ;
- ❖ **La profession du chef de ménage** : ceci est un facteur déterminant du revenu et par conséquent du financement de l'éducation ;

² Voir le tableau 2

- ❖ **Le nombre de personnes dans le ménage** : cette variable peut également exercer une influence sur le financement de l'éducation. En effet, plus la taille du ménage est élevée, plus le ménage aura besoin du revenu pour financer certains besoins existentiels, ce qui pourra rétrécir le budget alloué à l'éducation. Certains ménages pourront même utiliser les enfants à des activités lucratives ;
- ❖ **Le nombre de personnes exerçant une activité dans le ménage** : Cette variable peut avoir de l'influence dans le financement de l'éducation, puisque ceux qui travaillent viennent généralement en appui au chef de ménage.
- ❖ **Le revenu du ménage** : l'éducation est un bien marchand, il faut disposer des moyens pour faire face aux multiples exigences du système éducatif ;
- ❖ **Le lieu de garde des économies** : garder ses économies dans une structure financière formelle offre de multiples avantages dont le taux d'intérêt, la possibilité d'accéder au crédit, ...
- ❖ **Les dettes du ménage** : un ménage très endetté court le risque de ne pas financer de façon conséquente la scolarité de ses enfants.

Le tableau ci-dessous présente les variables utilisées dans cette étude.

Tableau n°1. Présentation des variables

VARIABLES	MODALITES	ECHELLES DE MESURE
Financement de l'éducation	1. Moins de 5 (sous financé) 2. 5 et plus (financé)	Cardinale
Frais scolaires	Montant en \$ US	Cardinale
Revenu du ménage	Montant en \$ US	Cardinale
Age	Nombre d'années	Cardinale
Source de provenance des frais scolaires	1. Chef de ménage 2. Membres du ménage 3. L'Etat 4. L'Etat et le Chef de ménage 5. Autres sources	Nominale
Privation des enseignements	1. Oui 2. Non	Nominale

Décrochage scolaire	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui 2. Non 	Nominale
Causes du décrochage	<ol style="list-style-type: none"> 1. Manque de moyens financiers 2. Exclus et Redoublement 3. Maladie et grossesse 4. Autres 	Nominale
Sexe	<ol style="list-style-type: none"> 1. Masculin 2. Féminin 	Nominale
Age	<ol style="list-style-type: none"> 1. Moins de 30 ans 2. 30 – 39 ans 3. 40 – 49 ans 4. 50 – 59 ans 5. 60 et plus 	Cardinale
Niveau d’instruction du Chef de ménage	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aucune et Primaire 2. Secondaire 3. Supérieur et Universitaire 	Nominale
Profession du Chef de ménage	<ol style="list-style-type: none"> 1. Employé des secteurs public et privé 2. Employé et Employeur du secteur formel et employeur 3. Employé du Secteur informel 4. Inactif/chômeur 	Nominale
Taille du ménage	<ol style="list-style-type: none"> 3. Moins de 3 personnes 4. 3-4 5. 5-6 6. 7 et plus 	Cardinale
Revenu du ménage	<ol style="list-style-type: none"> 1. Moins de 300\$ US 2. 300 – 499 3. 500 – 699 4. 700 et plus 	Cardinale
Lieu de l’épargne	<ol style="list-style-type: none"> 1. Banque 2. Coopérative 3. Maison 4. Téléphone et Tontine 	Nominale

	5. Deux et trois lieux	
Recours à l'emprunt	1. Oui 2. Non	Nominale
Nombre de personnes exerçant une activité dans le ménage	1. Aucune 2. 1 – 2 3. 3 et plus	Cardinale

Source : Notre enquête

2. Méthodologie

2.1. Univers statistique

Cette étude utilise les données primaires récoltées dans la Province du Kongo-Central. Cette province est située à l'Ouest de la RDC. Elle est la seule province de la RDC ayant un accès à l'Océan Atlantique et couvre une superficie totale de 53.920 Km² (INS, 2015). La population est estimée à 5575000 habitants en 2022 dont 45% des hommes et 55% des femmes.

2.2. Sources des données et taille de l'échantillon

Les données primaires proviennent d'une enquête de terrain réalisée auprès de 402 ménages de Mbanza-Ngungu, Kimpese, Matadi et Boma. Cette enquête a été réalisée en février et mars 2022. Le tirage a été fait de manière aléatoire, en tenant compte du poids de chaque ville dans le calcul de la taille de l'échantillon. La littérature sur la pratique de Sondage s'accorde sur le fait qu'un échantillon défini à un seuil de confiance de 95% permet d'extrapoler des résultats issus de l'enquête avec 5% de risque de se tromper (Nkongo L., 2019). Suivant le calcul effectué, la taille de l'échantillon théorique à tirer est de 377 ménages. Tenant compte du taux de couverture et de réponse de l'enquête E-QUIBB réalisée dans cette province en 2016, qui sont respectivement de 99,7% et 99,4% et en supposant que le taux de validité est de 95%, notre échantillon de départ est de :

$N_{\text{départ}} = 377 / (0,997 \times 0,994 \times 0,95)$, ce qui donne 402 ménages (Mbanza-ngungu 48 ; Kimpese 34 ; Matadi 211 et Boma 109).

2.3. Méthodologie d'analyse

2.3.1. Analyse univariée

Cette analyse consiste à décrire chaque variable de l'étude sous forme des tableaux des effectifs et de pourcentages.

2.3.2. Analyse bivariée

L'analyse bivariée a pour but de déterminer la relation empirique entre deux variables, via des techniques descriptives ou des probabilités. Les objectifs d'une telle analyse sont :

- Déterminer si une relation existe entre deux variables d'un échantillon ;
- Si une relation existe, quantifier la force de cette relation ;
- Vérifier si la relation observée sur un échantillon est dû au hasard ou si elle est valide au niveau de l'ensemble de la population considérée.

Habituellement, trois types de liaisons peuvent-être envisagés (Py, B., 1987 :186 ; Stafford, J., & Bodson, P., 2006 :114 cité par Khonde J.P., 2020) :

- Une liaison nulle : il n'y a aucune relation entre les deux variables ;
- Une relation quasi-totale entre les variables : dans ce cas, une variable a de l'influence directe et proportionnelle sur l'autre ;
- Une liaison relative : une variable influence l'autre, mais dans une certaine limite.

Une analyse bivariée a été utilisée pour mettre en évidence les facteurs déterminants l'épargne de ces ménages, le sous-financement de l'éducation et la pauvreté des ménages. En effet, le test de Khi-carré est utilisé, ici, pour tester la dépendance entre deux variables.

Suivant (Khonde J.P., 2020), ce test sert à vérifier :

- Si les fréquences observées dans la distribution de l'échantillon tirée d'une population ont le même comportement qu'une certaine population connue ;
- Si la population d'où est tiré l'échantillon suit une distribution normale, binomiale, multi-normale ;
- Si deux variables sont liées ou indépendantes.

Il y a plusieurs applications du test de khi-carré parmi lesquelles nous pouvons énumérer : Le test d'indépendances des distributions ; - Le test d'homogénéité des échantillons ; Le test d'égalité des proportions ; Le test d'ajustement analytique.

H0 : Les deux variables ne sont pas liées

H1 : les deux variables sont liées.

Si la probabilité rattachée à la statistique de Khi-carré est inférieure à 10%, 5% ou 1%, alors on rejette l'hypothèse nulle. Ceci veut dire que les deux variables sont liées. Dans le cas contraire, nous concluons que les deux variables sont indépendantes.

3. DETERMINANTS DU SOUS-FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU KONGO-CENTRAL.

3.1. Analyse descriptive des quelques variables

3.1.1. Frais payés pour la scolarité au premier trimestre

Les frais scolaires payés au premier trimestre au niveau primaire et secondaire sont résumés dans le tableau ci-dessous. Ces frais sont libellés en dollar américain.

Tableau n°2. Frais de scolarité pour le premier trimestre (en dollars américains)

Statistiques	Primaire	Secondaire
Moyenne	39,81	50,7
Ecart-type	60,124	63,261
Maximum	400	600
Minimum	0	0

Source : Notre enquête

La moyenne des frais scolaires payés par les parents au niveau primaire est de 39,81\$ US avec un écart-type de 60,124\$ US. Il y a une forte dispersion des frais scolaires payés par les parents au premier trimestre de l'année scolaire 2021-2022. Ceci pourrait s'expliquer par le fait de la gratuité de l'enseignement. En effet, comme l'a indiqué Enguja et Ngonzo (2022), la gratuité de l'enseignement a pour conséquence la sursaturation des écoles primaires. Ceci a poussé plusieurs parents, soucieux de la qualité de la formation de leurs enfants, à migrer vers le secteur privé. Sur 219 ménages ayant au moins un enfant à l'école primaire, 29% seulement ont inscrit



leurs enfants dans les structures publiques. Dans les privées les études coûtent de plus en plus cher, le maximum des frais payés à ce niveau est de 400\$ US.

Pour ce qui concerne l'enseignement secondaire, il sied de noter que la moyenne des frais est de 50,7\$ US avec un écart-type de 63,23\$ US. Comme pour le niveau primaire, les frais scolaires payés par les ménages sont dispersés avec un maximum de 600\$ US et le minimum de 0. Ce sont des ménages qui n'ont pas pu honorer leurs engagements vis-à-vis de l'école faute d'argent.

3.1.2. Indicateurs du financement de l'éducation

Le tableau ci-dessous présente le comportement des parents face au financement de l'éducation de leurs enfants.

Tableau n°3. Indicateurs du financement de l'éducation

Comportement Du ménage	Minerval	Fourniture scolaire	Livres école	Autres livres	Transport	Tableau	Répétiteur	Colonies scolaires	Séminaire/ conférence
Oui	82,9	76,6	33	30,5	25,5	23,1	10,6	18,3	14
Non	9,1	19,4	51,7	62,1	56,7	70,6	80,3	56,3	50,1
Ne s'applique pas	8	4	15,3	7,4	17,8	6,3	9,1	25,4	35,9

Notre enquête

Il ressort de ce tableau que les parents n'investissent pas assez dans la formation de leurs enfants. L'attention des parents est plus tournée vers le paiement de minerval et l'achat des fournitures scolaires tels que les stylos, cahiers, ... En ce qui concerne l'achat des livres, seulement 33% achètent des livres demandés par l'école, 15% des parents ont répondu que l'école ne demande pas des livres pour les enfants et seulement 30,5% achètent d'autres livres pour compléter la formation de leurs enfants. Ces enfants n'ont pas de tableau pour répéter les matières, encore moins un répétiteur pour améliorer la qualité de la formation. Seulement 18,3% des ménages envoient leurs enfants à des colonies scolaires et 14% font participer leurs enfants à des conférences et /ou séminaires.

Sur base des informations ci-dessous, il y a lieu de générer une variable qui saisit le financement de l'éducation des parents dans le Kongo-Central. Le résultat est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau n°4. Financement de l'éducation au Kongo-Central

Financement de l'éducation	Effectifs	Pourcentage
Sous-financée	310	77,2
Financée	92	22,8
Total	402	100

Source : Notre enquête

Ce tableau indique que 77,2% des ménages n'arrivent pas à réaliser le score de 5/9 ; seulement 23% y parviennent. En d'autres termes, les parents n'investissent pas assez dans la formation de leurs enfants. Ce tableau confirme l'hypothèse émise dans le cadre de ce travail.

3.1.3. Privation des enseignements pour non-paiement des frais

Lorsque le ménage n'arrive pas à payer les frais exigés par l'école dans le délai imparti, l'école prend l'initiative de retourner l'enfant à la maison. De cette façon, l'enfant rate les enseignements avec pour conséquence la baisse de chance de réussite. Ceci contribue à la baisse de la qualité de l'enseignement puisqu'en général, l'école ne récupère pas les enseignements ratés si l'élève arrivait à régulariser ses dettes vis-à-vis de l'institution. Le tableau 5 indique que 58% des ménages affirment que les enfants ont été chassés de l'école pour non-paiement des frais au premier trimestre contre 42%. Ceci est également un indicateur de pauvreté. Améliorer ce paramètre permettrait de résoudre le problème lié à la qualité de l'enseignement (le taux de réussite aux épreuves par exemple).

Tableau n°5. Privation des enseignements aux enfants non en règle avec les frais

Privation des enseignements pour non-paiement des frais	Effectifs	Pourcentage
Oui	233	58
Non	169	42
Total	402	100

Source : Notre enquête

3.1.4. Décrochage scolaire

Le décrochage scolaire est l'une des causes de la détérioration de la qualité de l'enseignement. Le tableau ci-dessous présente la situation dans le Kongo-Central, pour l'année 2021-2022.

Tableau n°6. Décrochage scolaire au Kongo-Central

Décrochage scolaire	Effectifs	Pourcentage
Oui	88	22
Non	314	78
Total	402	100

Source : Notre enquête

Il ressort de ce tableau que 22% des ménages n'ont pas pu envoyer leurs enfants à l'école pour l'année 2020-2021. Le manque de moyen financier (la pauvreté) est la cause principale du décrochage scolaire au Kongo-Central, soit 53%, suivi de la grossesse et la maladie avec 24%, l'exclusion et le redoublement représente 12%, le même pourcentage concerne les autres causes.

En moyenne 1,14 garçons décrochent contre 1,4 filles. Bien que la moyenne des filles soit légèrement supérieure à celle des garçons, nous supposons que cette différence est minime et donc négligeable. Ceci signifie que les parents accordent presque la même considération aussi bien pour la scolarisation des garçons que des filles. La cause majeure étant la pauvreté des ménages.

3.2. Présentation des résultats de l'analyse bivariée

Le tableau ci-dessous présente les résultats des tests de Khi-carré utilisant le financement de l'éducation comme variable dépendante.

Tableau n°7. Déterminants du sous-financement de l'éducation

Variables	Coefficient
Sexe du chef de ménage	4,29** (0,038)
Age du chef de ménage	3,192 (0,526)
Revenu	64,047*** (0,000)
Niveau d'instruction	30,768*** (0,000)
Source principale de provenance de minerval	15,802***

	(0,003)
Emprunt	6,517** (0,011)
Taille du ménage	1,145 (0,694)
Nombre des personnes exerçant une activité	18,056** (0,021)
Profession du chef de ménage	10,337* (0,066)
Epargne	26,106*** 0,000

Source : notre enquête

- *** coefficient significatif à 1%
- ** coefficient significatif à 5%
- * coefficient significatif à 10%

Il se dégage de cette étude que les ménages dirigés par les hommes sont plus nombreux, et 75% n'investissent assez dans l'éducation de leurs enfants. La probabilité rattachée à la statistique de khi-carré est inférieure à 5%, nous concluons que les deux variables sont liées. Le sexe du chef de ménage joue dans le financement de l'éducation.

La faiblesse du revenu est un facteur déterminant du sous financement de l'éducation. Ce sont ceux qui ont moins de 300\$ US le mois qui n'investissent pas assez dans l'éducation de leurs enfants, soit 87,7% des ménages. 69,5% des ménages dont le revenu est compris entre 300\$ US et 499\$ US ont du mal à financer les études de leurs enfants. Le test de khi-carré montre que les deux variables sont liées car la probabilité rattachée à la statistique de Khi-carré est inférieure à 1%. Le revenu est un facteur déterminant du sous financement de l'éducation.

Le tableau indique également une forte relation entre le sous-financement de l'éducation et le niveau d'instruction du chef de ménage au seuil de signification de 1%. Parmi ceux qui financent bien l'éducation de leurs enfants, 61% ont au moins le niveau supérieur et universitaire et 23% sont diplômés d'Etat. Aucun chef de ménage sans instruction atteint le score de 5 en ce qui concerne le financement de l'éducation de leurs enfants.

Le tableau ci-haut indique que le financement de l'Education est lié à la source principale de provenance de minerval. Un autre résultat intéressant est que le recours à l'emprunt est un

blocage dans le financement de l'éducation au Kongo-Central. Au seuil de 5%, le test de Khi-carré indique qu'il existe une relation entre le financement de l'éducation et le recours à l'emprunt.

Il ressort de ce tableau que parmi les ménages ayant atteint le score de 5 en termes financement de l'éducation, 76% ont entre une et deux personnes qui contribuent au revenu du ménage. Il s'agit des ménages dont l'épouse exerce une activité. Nombreux sont des chefs des ménages qui estiment que seuls, ils ne seront faire face à toutes les dépenses du ménage. Ils disent, lors des enquêtes : « *liboko moko pasi na Congo ya lelo* », ce qui signifie : il est difficile de s'en sortir lorsque l'on est seul. L'apport d'une personne supplémentaire est déterminant dans le financement de l'éducation au Kongo-Central, car la probabilité rattachée à la statistique de Khi-carré soit 2,1% est inférieure à 5%.

Parmi les ménages qui n'ont pas atteint le score de 5/9, il y a 50% sont employés dans les secteurs public et privé, 24%, 32% sont dans le secteur informel (le débrouillardise) et 17% sont soit au chômage ou inactifs. Pour ceux qui ont atteint le score de 5/9, 66% sont employés dans les secteurs public et privé, 28% sont dans le secteur informel et 6% sont au chômage. Au seuil de signification de 10%, nous concluons que le financement de l'éducation est lié à la profession du chef de ménage.

De ce tableau il se dégage également que ceux qui gardent l'argent à la maison, sont plus vulnérables, ils n'investissent pas suffisamment dans la scolarisation de leurs enfants, soit 46% de ceux qui n'investissent pas suffisamment. Par contre, 65% de ceux qui placent leurs économies dans une structure financière formelle n'éprouvent pas assez des difficultés à financer la scolarité de leurs enfants. Le test de Khi-carré est concluant au seuil de 1%. Les deux variables sont liées.

3.3. DISCUSSION DES RESULTATS

Cette étude avait pour objectif d'analyser les déterminants du sous-financement de l'éducation dans la province du Kongo-Central. De l'analyse menée, il se dégage que l'éducation au Kongo-Central est sous-financée. En effet, la province n'alloue que 4,26% du budget à l'éducation, alors que le standard pour atteindre des résultats intéressants est de 25% (Tshimbalanga J. 2023). Ce sous-financement traduit la baisse de la qualité du système éducatif dans la province. D'après Nkongo N. (2019), la baisse du système éducatif se manifeste par la difficulté

d'apprentissage fautes des matériels didactiques et pédagogiques, la sous qualification des enseignants et la négligence des parents en termes de contrôle des devoirs de leurs enfants.

Les résultats de l'étude montrent que la province ne dispose pas de la main d'œuvre qualifiée dans le secteur de l'éducation. En effet, il y a 81,5% d'enseignants sous-qualifiés dans le Kongo-Central. Ceci se manifeste par des taux de réussite aux examens d'Etat. L'année 2021, par exemple, sur 100% d'élèves qui ont présenté l'examen d'Etat, seulement 42% ont pu obtenir leur diplôme d'Etat.

Le taux d'achèvement du cycle secondaire est de 64% en 2022. Il y a 36% d'élèves qui n'arrivent pas au bout du cycle secondaire. Parmi les causes du non achèvement du cycle et/ou d'abandon scolaire, il y a la pauvreté (Gueddari, 2015). Naser (2011), Hunter et May (2002) cité par (Gueddari K., 2015) mettent en évidence le coût direct de l'éducation comme facteur déterminant l'abandon scolaire. 58% des enfants ont été privés d'enseignements faute d'argent. 22% des enfants abandonnent le système éducatif à cause de la grossesse (53%). Ce résultat est conforme à celui de Diagnes (2007) qui estime que les filles décrochent plus que les garçons.

Parlant du coût direct de l'éducation, il sied de noter que ces coûts sont supportés par les parents qui envoient les enfants à l'école. Cette étude indique que les parents n'investissent pas assez dans la formation de leurs enfants. En matière de financement de l'éducation, il faut noter que 71% des ménages financent à eux-seuls l'éducation des enfants, l'Etat ne financent que 7% des ménages.

Parmi les déterminants du sous-financement de l'éducation figurent : le sexe du chef de ménage, le revenu du ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage, la source principale du minerval, l'emprunt, le nombre des personnes qui exercent une activité, le statut professionnel et le lieu où les ménages gardent leurs économies (épargne). Mincer (1958) a mis en évidence l'apport du niveau d'instruction du père dans l'éducation des enfants. Le résultat trouvé dans cette étude corrobore celui de Mincer. Parmi les déterminants du sous-financement, nous avons également la pauvreté des ménages (Statut professionnel, revenu, le nombre des personnes exerçant une activité, ...). Ce résultat est conforme à la conclusion de l'UNESCO (2017), conclusion selon laquelle la pauvreté impactait négativement l'éducation. La taille du ménage et l'âge du chef de ménage ne sont pas déterminants du sous-financement de l'éducation.

Un autre résultat intéressant est le lien existant entre l'éducation et l'épargne. Le test de Khi-carré entre les deux variables est concluant. Ce sont ceux qui placent leurs épargnes dans des

institutions financières formelles qui investissent suffisamment dans l'éducation de leurs enfants. Suivant Mansesa (2013), l'épargne améliore le bien-être des ménages.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'identifier les facteurs déterminants le sous-financement de l'éducation dans la Province du Kongo-Central. Pour atteindre cet objectif, nous avons fait recours aux données primaires, au moyen d'une enquête menée auprès de 402 ménages, et aux données secondaires provenant de la province éducationnelle 1 basée à Matadi.

Nous avons émis les hypothèses suivantes :

- Les ménages n'investiraient pas suffisamment dans la formation de leurs enfants ;
- La modicité du revenu, le faible niveau d'instruction du chef de ménage ainsi que le statut professionnel détermineraient le sous-financement de l'éducation.

Après l'analyse, il ressort que les parents n'investissent pas suffisamment dans l'éducation de leurs enfants, soit 77,2% des ménages qui n'arrivent à atteindre le score de 5/9. Nous confirmons la première hypothèse. Les résultats de l'étude montrent également que 58% des élèves sont privés de l'école faute de paiement. La pauvreté de ménage est un facteur important dans l'accès à l'éducation. 22% des ménages comptent au moins un enfant qui a abandonné les études. Les causes de l'abandon scolaire sont : la grossesse avec 53%, le manque de perspective d'emploi avec 15%. Enfin, l'étude montre que le sexe du chef de ménage, le revenu du ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage, la source principale de minerval, l'emprunt, le nombre des personnes exerçant une activité, le statut professionnel et l'épargne sont des facteurs déterminants le sous-financement de l'éducation. La taille du ménage ainsi que l'âge du chef de ménage n'expliquent pas le sous-financement de l'éducation au Kongo-central.

La majorité des travaux qui ont analysé la relation entre capital humain et développement économique ont principalement appréhendé l'éducation à travers des mesures quantitatives de l'éducation (Benaabdelaali, 2017). Cette étude est originale du fait qu'elle propose une mesure qualitative se basant sur l'apport de ménage dans le financement de l'éducation de leurs enfants. Du point de vue empirique, cette étude démontre un lien fort entre l'éducation et l'épargne, et éducation et l'emprunt. La culture de l'épargne est déterminant dans le financement de l'éducation, surtout dans le contexte où les parents sont appelés à accompagner l'éducation des enfants par l'achat des matériels didactiques, livres et autres.

Compte-tenu de ces résultats, nous recommandons :

- La signature d'un protocole d'accord entre les différentes provinces éducationnelles et les institutions supérieures pédagogiques. En effet, ces institutions ont reçu pour mission de former des enseignants qualifiés que les écoles secondaires utilisent. Ce partenariat permettra de résorber le taux élevé des enseignants sous-qualifiés dans la province du Kongo-Central ;
- La politique d'épargne. En effet, les résultats indiquent un lien entre le lieu où les ménages gardent leurs épargnes et le financement de l'éducation. Ce sont ceux qui placent leur épargne dans des structures formelles qui arrivent à financer l'éducation de leurs enfants. Parmi ceux qui n'investissent pas assez, il y a des ménages qui gardent les économies dans la maison. Or, une épargne thésaurisée ne saurait booster l'économie. Orienter l'épargne dans le secteur production permettrait d'améliorer la situation des ménages au travers des différents avantages qu'offrent les structures financières formelles, notamment le crédit scolaire.

Cette étude contribue à la littérature existante sur l'éducation. Elle montre que la pauvreté des ménages est l'une des causes du taux de non scolarisation et met en évidence les apports de l'épargne et de l'emprunt dans l'analyse de l'éducation. Elle montre que l'éducation est sous-financée mais n'analyse pas en profondeur la situation par sexe et par lieu de résidence. Les études postérieures pouvaient creuser et voir si les ménages de la Province du Kongo-Central ont de préférence, en termes de sexe, dans la scolarisation de leurs membres, étant donné la faiblesse de leur revenu. Aussi, une analyse comparative entre villes portuaires et villes Urbano-rurales au sein de cette province serait intéressante. Du point de vue méthodologique, l'analyse empirique ne se limite que sur une analyse statistique descriptive univariée et bivariée, elle ne débouche aucunement sur une analyse économétrique.

BIBLIOGRAPHIE

Aghion P. & Cohen E., (2004), « *Éducation & Croissance* », Sciences Po publications info:hdl:2441/9163, Sciences Po.

Aghion P. & HOWITT P. (1992), « A Model of Growth Through Creative Destruction. », *Econometrica*, 60 : pp. 323-351.

Arestoff F. & Sgard J., (2012), *Education, pauvreté, inégalités : les relations économiques élémentaires*. Ceriscope Pauvreté, Sciences Po - CERI, pp.1-13, hal-01054021.

Arestoff F & Berthélémy JC., (2003), *Les stratégies d'éducation et le développement en Afrique*, dans Bauchet, Pierre; Germain, Paul, *L'éducation, fondement du développement durable en Afrique*, PUF : Paris, p. 95-132

Balma L & al. (2010), *Public education spending and poverty in Burkina Faso : A computable general equilibrium approach*, Working Paper 2011-04, Poverty & Economic policy.

BECKER Gary (1964), *Human capital, A theoretical and empirical analysis with special reference to education*, N.B.E.R., Columbia University Press.

Benaabdelaali W., (2017), *Effet des inégalités d'éducation sur le développement économique : un essai d'évaluation*, Thèse de doctorat, Laboratoire d'Economie appliquée au développement, Université d'Italie.

Carcillo S. & al. (2017), *Prévenir la pauvreté par l'emploi, l'éducation et la mobilité*, notes du conseil d'analyse économique, n°40, pp. 1-12.

Diagne, A. (2007). Pourquoi les enfants quittent-ils l'école? Un modèle hiérarchique multinomial des abandons.

Dzaka K. (2009), *Microéconomie approfondie : notes de cours et exercices corrigés*, collection études scientifiques, éditions ICES,

Ekembe S. (2019), *Dépenses publiques d'éducation et Bien-être des ménages en RDC : Analyse en équilibre général calculable*, Thèse de doctorat, Faculté des Sciences Economiques et Gestion, UNIKIN.

Enguta Mwenzi & Ngonzo Kitumba, « *Efficacité et enjeux de la réforme de la gratuité de l'enseignement primaire en République démocratique du Congo* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], <https://doi.org/10.4000/ries.13164>

Gueddari K. (2015), *L'abandon scolaire en milieu rural marocain : une analyse interactionniste du point de vue des familles*, mémoire de maîtrise, Faculté des sciences de l'éducation, université de Montréal (papyrus.bib.umontreal.ca)

Henaff N., Lange M. & Martin J. (2009), *Revisiter les relations entre pauvreté et éducation*, dans *Revue Française de Socio-Économie*, 2009/1 (n° 3), pp. 187 à 194.

Hunter, N. & May, J. (2002). *Poverty, Shocks and School Disruption Episodes among Adolescents in South Africa*. CSDS Working Paper no 35, 42 p.

Khalid G. (2015), *Abandon scolaire en milieu rural marocain : une analyse interactionniste du point de vue des familles*, Mémoire de maîtrise en éducation comparée et fondement de l'éducation, Faculté des sciences de l'éducation, Montréal, Canada.

Konde J.P., (2020), *Consommation d'énergie électrique et pauvreté des ménages urbains en République Démocratique du Congo*, thèse de doctorat, FASEG, UNIKIN, inédit.

Lewin K. (2016), *Accès, équité et développement : planifier l'éducation pour concrétiser les droits*, UNESCO, Institut National de Planification de l'éducation, Paris.

Lourdes Diaz, Didier Plat & Pascal Pochet (2010), *A l'écart de l'école ? Pauvreté, accessibilité et scolarisation à Conakry*, Armand Colin, Revue Tiers Monde, n°202, pp. 167-183.

Mincer J. (1958). « *Investment in human capital and personal income distribution* », Journal of Political Economy 66 (4), pp281-302.

Montenegro et Patrinos (2013), *Returns to Schooling around the World*, Background paper for the world development report 2013

Nkongo Niumba L., (2019), *Performances des établissements secondaires de la ville de Kinshasa*, Thèse de doctorat, Editions de l'Université Protestante au Congo, Kinshasa.

Rabii H. (2011), *Education, Croissance et développement humain : le cas du Maroc*, Mémoire de maîtrise en sciences politiques, Université de Québec, Canada.

Salem. D. (2022) « *Dépenses publiques en éducation et croissance économique au Maroc : Apports théoriques et tests empiriques (période 1990-2020)* », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 7 » pp : 408-432.

Sika Glebelho et Kacou Amorin (2018), *La situation des enfants en dehors du système scolaire en Côte d'ivoire*, European Scientific journal, vol14, n°31.

Unesco (2002), *Le financement de l'éducation-investissement et rendements, analyse des indicateurs de l'éducation dans le monde*, Institut de statistiques de l'Unesco, Paris.

Unesco (2017), *Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel*, rapport mondial de suivi sur l'éducation, bulletin d'information n°44.

Viktor S. (2019), *the impact of education funding on the socioeconomic development of regions*, 12th International Conference of Education, Research and Innovation November 11th-13th, 2019, Seville, Spain. <https://www.researchgate.net/publication/338107387>

Woodhall M., (1987), *Government policy towards overseas students : an international perspective*, Higher Education Quarterly, vol 41, Issue 2, pp. 119-125